

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

J-4, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Sous le signe du développement de la paix et de la sécurité

La Journée internationale de lutte contre la corruption arrive le 9 décembre ! Pour cette occasion, les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les médias et les citoyens du monde entier doivent unir leurs forces pour combattre ce crime transversal qui compromet le développement de tous.

La corruption est un crime grave qui sape le développement économique et social dans toutes les sociétés. Aucun pays, aucune région, aucune communauté n'est à l'abri. Cette année l'ONUDC (Agence des Nations unies contre le crime et la drogue) et le Pnud (Agence des Nations unies pour le développement) ont développé une campagne globale conjointe, soulignant l'impact de la corruption sur l'éducation, la santé, la démocratie, la prospérité et le développement. Le message de ces deux organisations est le suivant : « Cette année, nous faisons appel à vous pour être "United Against Corruption" (Unis contre la corruption). La campagne de 2016, développée par l'ONUDC et le Pnud, vise à soutenir une attitude positive contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité. »

Chaque année 1 000 milliards de dollars sont versés en pots-de-vin

La corruption est le principal obstacle au développement économique et social dans le monde. Chaque année, 1 000 milliards de dollars sont versés

en pots-de-vin tandis que quelque 2 600 milliards de dollars, soit plus de 5% du PIB mondial, sont détournés.

Le Programme des Nations unies pour le développement estime que, dans les pays en développement, le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption est 10 fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD). Mais la corruption ne se limite pas au vol de fonds là où ils sont le plus nécessaires ; elle est également la cause d'une gouvernance défailante qui peut à son tour encourager les réseaux criminels organisés et favoriser des infractions telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et de migrants, la contrefaçon et le commerce d'espèces menacées d'extinction.

Moins d'emplois : Lorsque l'attribution des postes ne relève pas du mérite mais du népotisme, ce sont des perspectives qui se ferment.

Pour les pauvres, les femmes et les minorités, la corruption se traduit souvent par un accès encore plus restreint à l'emploi. En outre, du fait qu'elle décourage les investis-

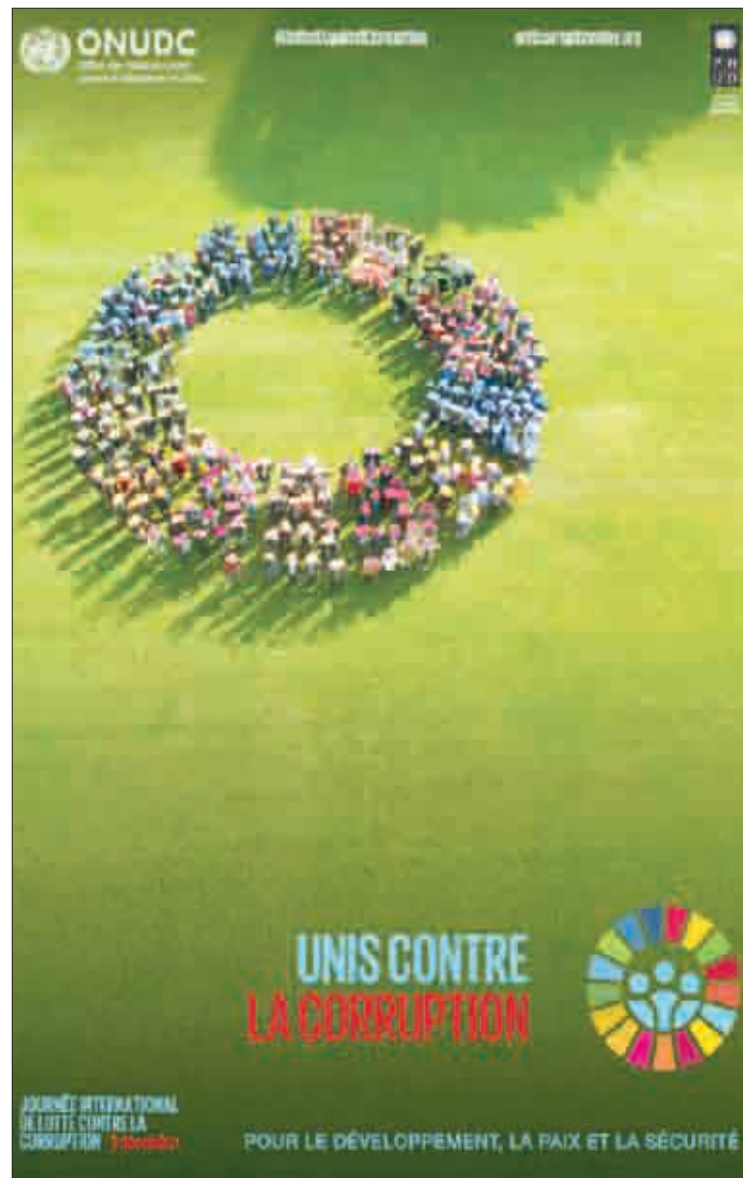
sements étrangers, elle limite la création d'emplois.

Moins de services : La corruption détourne des fonds destinés aux services essentiels que sont notamment les soins de santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et le logement.

La corruption des fonctionnaires constitue une entrave majeure à la capacité du gouvernement à satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens. Dans les pays où l'aide internationale est censée améliorer la qualité de vie, la corruption fait barrage aux efforts de la communauté internationale et met en péril de futurs financements.

Moins de respect des droits : La corruption met en péril la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme en affaiblissant les institutions publiques sur lesquelles se fondent les sociétés justes et équitables. L'achat de voix en période électorale compromet le processus démocratique, et la justice est remise en question lorsque des délinquants peuvent acheter leur tranquillité par des pots-de-vin. Les peuples autochtones et les femmes sont particulièrement exposés à la corruption.

En raison de leur exclusion géographique et sociale et de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'accéder à la protection juridique dont bénéficient d'autres membres de la



société, leurs droits économiques, sociaux et culturels sont menacés par la corruption. L'éradication de la corruption est essentielle pour atteindre, entre autres buts, les objectifs de développement

durable, et la lutte contre ce fléau est l'une des premières priorités des organismes d'aide au développement et d'un nombre de pays chaque jour plus important.

Djilali Hadjadj

RECOMMANDATIONS DES NATIONS UNIES

Que pouvons-nous faire contre la corruption ?

Les gens pensent souvent qu'ils sont à la merci de la corruption et qu'elle ne représente qu'un « mode de vie ». Cependant, chaque société, chaque secteur et chaque citoyen gagnerait à s'unir contre la corruption dans leur vie quotidienne.

Voici quelques exemples de comment prendre position et lutter contre la corruption :

- ratifier et incorporer la Convention des Nations unies contre la corruption. Les pays qui s'attaquent avec succès à la corruption voient leur légitimité considérablement renforcée aux yeux de leur population, ce qui instaure stabilité et confiance ;
- savoir ce que la convention exige de votre Etat et de ses fonctionnaires. L'éradication de la corruption permet à un pays de se développer socialement et économiquement ;
- informer le public de l'obligation qui incombe à l'Etat d'être exempt de corruption. Une justice égale et équitable pour tous est cruciale pour la stabilité et la croissance d'un pays. Elle contribue également à lutter efficacement contre la criminalité ;
- attirer l'attention du public, des médias et des pouvoirs publics sur le coût de la corruption pour les ser-

vices essentiels, tels que la santé et l'éducation. Lorsque les services de base fonctionnent, toute la société y gagne ;

- apprendre aux jeunes de votre pays ce qu'est un comportement éthique, ce qu'est la corruption et comment la combattre, et les encourager à revendiquer le droit à l'éducation. Elever les futures générations de citoyens dans l'idée que les pays doivent être exempts de corruption est un des moyens les plus efficaces de leur garantir un avenir meilleur ;
- signaler les cas de corruption. Il faut créer un environnement dans lequel prévaut l'Etat de droit ;
- refuser de participer à toute activité qui ne soit ni légale ni transparente. Accroître les investissements tant nationaux qu'étrangers. Tout le monde préfère investir dans un pays dont on voit que les fonds ne disparaissent pas dans les poches de fonctionnaires corrompus ;
- favoriser la stabilité économique en pratiquant la tolérance zéro vis-à-vis de la corruption. Un milieu d'affaires transparent et ouvert est la pierre angulaire d'une démocratie solide.

LSC

Une convention qui reste à appliquer

Premier instrument international juridiquement contraignant de lutte contre la corruption, la Convention des Nations unies contre la corruption constitue un outil unique pour combattre ce problème mondial.

En vigueur depuis décembre 2005, cette convention, dont l'ONUDC est le dépositaire, couvre quatre domaines principaux : prévention, incrimination et mesures de détection et de répression, coopération internationale et recouvrement d'avoirs. Elle contient également des dispositions relatives à l'assistance technique et à l'échange d'informations, et la Conférence des Etats-parties de la convention a institué en 2009 un mécanisme d'examen par les pairs. Aujourd'hui, la convention compte 177 Etats-parties, ce qui signifie que la grande majorité des Etats membres de l'ONU y ont adhéré.

Il est à noter que la convention, en tant que seul instrument juridique universel de lutte contre la corruption, contient des normes anticorruption novatrices et mondialement acceptées, qui s'appliquent tant au secteur public que privé.